

LE 17/09, EN GREVE !

ENSEMBLE CONTRE L'ECOLE DU TRI SOCIAL ET DU MEPRIS ! 14.00 Place Jean Jaurès-Troyes



Blanquer confirmé : réformes accélérées

Cette rentrée scolaire ne ressemble à aucune autre : effets du confinement et conditions sanitaires incertaines sur les apprentissages, fracture numérique qui a contribué à aggraver les inégalités sociales.

Le confinement a aussi mis en lumière les problèmes d'équipement informatique pour les personnels comme pour les élèves et a confirmé que l'état du bâti scolaire n'était pas à la hauteur des enjeux.

Le ministre s'est fixé comme priorité de développer les évaluations standardisées, alors que celles-ci existent déjà et ont fait la preuve de leur inefficacité.

Cette obsession est en décalage complet avec les exigences de cette rentrée. Rien ne semble prêt du côté du gouvernement. Le ministre s'est contenté d'assouplir le protocole sanitaire et de communiquer sur les médias qu'il fréquente avec assiduité.

Pour préparer une rentrée dans différentes configurations, il faut revoir la constitution des classes, penser l'organisation de l'établissement, il faut aussi prévoir la diminution des effectifs dans les classes pour des raisons sanitaires pour permettre de travailler en petits groupes. Pour cela, il faut des moyens supplémentaires. Après l'octroi de dotations supplémentaires d'emplois (insuffisants) pour le premier degré, il faut également des moyens en plus pour le second degré.

Dans un tel contexte, la suppression de 440 postes d'enseignant-es dans le 2nd degré, alors qu'il faudra accueillir 30 000 élèves supplémentaires est inadmissible. La crise à laquelle nous sommes confrontés exige davantage de professeur-es, de CPE et de PsyEN, de personnels ATSS et AEd-AESH pour accueillir, accompagner et permettre la réussite de toutes et tous.

Le gouvernement doit prévoir l'ouverture de postes aux concours de recrutement afin de pourvoir ces nouveaux postes. Le ministre se targue de dialoguer avec les organisations syndicales, mais il n'a tenu aucun compte de cette demande syndicale quasi unanime.

Il traite la rentrée sans prendre la mesure du défi éducatif qu'elle représente et sans mettre les moyens, forcément exceptionnels, qui sont nécessaires.

Dans les établissements, la rentrée se fera sans consignes particulières. Une fois de plus, derrière les discours médiatiques, le ministre laisse les personnels seuls pour assurer et faire fonctionner le service public d'éducation.

**L'École du monde d'après,
pire que celle d'avant ?**

Les chantiers sont nombreux pour faire de l'École d'après une École à la hauteur des enjeux éducatifs : les moyens, les salaires, les contre-réformes, les équipements...

La CGT Educ'action sera là pour le rappeler au ministre.

Sommaire

- P1 - Édito**
- P2- Formation/enseignements fondamentaux**
- P3- Direction d'école et E3C**
- P4 - La CGT revendique.**